



Session de la série d'apprentissage : Le mariage des enfants et les Objectifs de développement durable – Progrès et possibilités d'accélération de l'action

Notes et ressources connexes, octobre 2023

Ce texte n'a pas fait l'objet d'une traduction professionnelle et peut contenir des erreurs.

Principaux enseignements

- **Les objectifs de développement durable (ODD) ne peuvent être abordés de manière isolée - leur réalisation nécessite une approche coordonnée et multidimensionnelle qui donne la priorité au mariage d'enfants^a et aux droits des filles.** Cela signifie qu'il faut évaluer les liens au sein des ODD et entre eux, et considérer les effets positifs qu'ils peuvent avoir les uns sur les autres :
 - Le mariage d'enfants fait partie intégrante de la réalisation d'au moins neuf des ODD ; nous ne pouvons pas mettre fin au mariage d'enfants sans prendre également en compte la pauvreté, la faim, l'éducation, l'égalité des sexes, le travail décent et la croissance économique, la réduction des inégalités, l'action en faveur du climat et la paix.
 - Les actions de plaidoyer – notamment en ce qui concerne l'accès à la justice et les lois sur l'âge minimum du mariage – doivent être inclusives et intersectorielles afin d'éviter de violer un droit au profit d'un autre. Un cadre de soutien juridique, financier et social différencié est nécessaire pour que les filles mariées – et celles qui sont divorcées, séparées ou veuves – puissent exercer leurs droits.
 - Ce travail nécessitera des investissements et une collaboration au sein et entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales et la société civile.
- **Le travail pour mettre fin au mariage des enfants et de promotion des droits des filles doit se concentrer sur le changement des normes et se produire à tous les niveaux du modèle socio-écologique – individu, famille, communauté et systèmes.** Cela doit inclure une réflexion sur nos propres attitudes et comportements, et prendre en compte l'influence des médias sociaux et des pairs sur les décisions des filles, parallèlement au travail effectué à l'école et avec les parents et les dirigeants communautaires. L'éducation est essentielle pour développer les connaissances, les compétences et les aspirations des filles et des garçons - les interventions doivent commencer tôt pour aider les filles à imaginer leur vie différemment. Les cadres juridiques complexes nécessitent un plaidoyer en faveur d'une réforme sur plusieurs fronts.
- **Se concentrer sur la paix - plutôt que sur les coûts du mariage d'enfants ou de la guerre - est un point d'entrée puissant pour faire progresser les droits des filles dans les contextes touchés par les conflits, les crises, l'instabilité à long terme et les violations généralisées des droits.** De ce point de vue, le travail pour répondre au mariage des enfants contribue à la paix, à l'égalité des sexes et à la participation économique et politique de tous ; elle réduit également les coûts pour les systèmes de santé et de justice. Le renforcement des services juridiques, de protection et de réponse fondés

^a Le terme "mariage d'enfants" désigne toutes les formes - formelles ou informelles - de mariage et d'union d'enfants, précoce ou forcé, dont l'une des parties au moins est âgée de moins de 18 ans.

sur les droits - y compris l'enregistrement des naissances – est essentiel pour répondre au mariage des enfants en temps de crise ; il s'agit également d'un investissement dans la paix et la non-violence, car le mariage d'enfants est une forme de violence fondée sur le genre (VFG), et les personnes sans identité légale sont des cibles pour le mariage d'enfants et l'extrémisme.

Aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des ODD - Rachael Hongo, *Filles Pas Epouses*

À mi-chemin de l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, nous ne sommes pas sur la bonne voie :

- Environ la moitié des 140 objectifs sont modérément ou gravement en retard.
- Plus de 30 % d'entre eux n'ont connu aucune évolution ou sont descendus en dessous du niveau de référence de 2015.
- Processus de menace de polycrise : conflit, changement climatique, COVID-19.
- Il faut s'attaquer au problème du mariage des enfants, sinon nous n'atteindrons pas au moins 9 des ODD ; et nous ne mettrons pas fin au mariage des enfants si nous ne nous attaquons pas aux autres ODD.

Objectif 5 : égalité des sexes - comprend l'objectif de mettre fin au mariage des enfants, l'égalité des sexes est essentielle à tous les ODD, et tous les ODD sont essentiels à l'égalité des sexes :

- Seuls 15,4 % des indicateurs sont en bonne voie.
- 1 fille sur 5 se marie avant l'âge de 18 ans, ce qui a un impact sur la santé, l'éducation et la participation économique et politique.
- Les filles qui se marient avant l'âge de 15 ans sont 50 % plus susceptibles de subir des violences de la part de leur partenaire intime (IPV).
- Faible représentation des femmes dans l'administration nationale (26,5 %) et locale (35,4 %).
- Solutions :
 - S'attaquer aux normes sociales et au mariage des enfants afin de réduire la violence et de garantir que la voix et les décisions des filles et des femmes soient valorisées.
 - Engager les communautés - y compris les garçons et les hommes - à soutenir la participation et le bien-être des filles.
 - Inclure davantage de femmes dans les espaces décisionnels clés, afin qu'elles puissent légiférer en faveur des filles et des femmes - les quotas de genre sont efficaces pour parvenir à une politique d'égalité.

Objectif 1 : Pas de pauvreté - le mariage des enfants est une cause et une conséquence de la pauvreté, et la perpétue à travers les générations.

- Seuls 1/3 des pays atteindront l'objectif de réduction de moitié des niveaux de pauvreté nationaux.

- La polycrise a plongé jusqu'à 95 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, et les filles des pays et des ménages dont les revenus sont les plus faibles et les plus précaires sont les plus susceptibles de se marier, soit près du double de la moyenne mondiale.
- Les femmes qui se sont mariées avant l'âge de 18 ans perdent environ 9 % de leurs revenus au cours de leur vie.
- Les progrès ont surtout concerné les filles des ménages les plus riches - elles représentent trois fois plus de mariages d'enfants évités que les filles des ménages les plus pauvres.
- Solutions :
 - Poursuivre des politiques actives et inclusives du marché du travail qui mettent l'accent sur le travail décent pour les femmes.
 - Les normes sociales changent pour supprimer les obstacles au travail (par exemple, les soins non rémunérés).
 - Budgets tenant compte de la dimension de genre et assistance sociale.
 - Cadre de gouvernance financière mondiale progressif et redistributif.

Objectif 2 : Faim zéro

- L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont à la fois une cause et une conséquence du mariage des enfants.
- Les filles qui souffrent d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de se marier avant 18 ans, afin de réduire la pression et d'accéder à des approvisionnements limités, en particulier pendant les conflits.
- 1 personne sur 3 dans le monde est confrontée à l'insécurité alimentaire ; les niveaux de faim n'ont jamais été aussi élevés depuis 2005.
- Les enfants nés de filles de moins de 15 ans sont plus susceptibles d'avoir un faible poids à la naissance, d'être mal nourris, de souffrir d'un retard de croissance et de mourir avant l'âge de 5 ans.
- Solutions :
 - Garantir un accès équitable aux ressources productives.
 - Veiller à ce que tous - familles, enfants, jeunes et femmes - soient associés aux décisions concernant l'accès à une alimentation abordable et nutritive, en particulier en période de conflit et de crise.

Objectif 3 : bonne santé et bien-être

- Près de la moitié des femmes mariées n'ont pas de pouvoir de décision sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs (SRHR).
- 90 % des naissances chez les adolescentes ont lieu dans le cadre du mariage, et les complications qui en découlent sont l'une des principales causes de décès maternels chez les filles âgées de 15 à 19 ans. Des progrès ont été réalisés (réduction de 47 % à 41 % depuis 2015), mais il faut aller plus loin.

- Le mariage d'enfants est associé à de mauvais résultats en matière de santé mentale - détresse émotionnelle, dépression, isolement.
- 381 millions de personnes supplémentaires plongées dans l'extrême pauvreté en raison des frais de santé à la charge des patients.
- Solutions :
 - Plaider pour des services de santé sexuelle et reproductive souples, non stigmatisants et adaptés aux jeunes
 - Renforcer les systèmes de soins de santé primaires afin qu'ils puissent répondre aux mariages d'enfants et aux autres problèmes qui y sont liés.

Objectif 4 : une éducation de qualité

- Les taux d'achèvement des études primaires et secondaires augmentent, mais lentement et de manière inégale.
- 84 millions d'enfants ne seront pas scolarisés d'ici 2023.
- Les filles non scolarisées sont plus susceptibles de se marier avant l'âge de 18 ans ; une fois mariées, il est peu probable qu'elles retournent à l'école en raison de la stigmatisation, de l'exclusion forcée et des normes sociales qui les maintiennent à la maison.
- Une année de scolarité supplémentaire peut augmenter les revenus d'une femme d'environ 20 %.
- Solutions :
 - Plaider pour que les filles restent à l'école pendant au moins 12 ans, en supprimant les frais de scolarité et les coûts indirects.
 - Investir dans des expériences éducatives de qualité, inclusives et sûres et dans la transition des filles vers un travail décent.
 - Veiller à ce que le financement national de l'éducation représente au moins 4 à 6 % du PIB et/ou 15 à 20 % des dépenses publiques.
 - S'attaquer aux normes et pratiques sociales qui empêchent les filles d'aller à l'école et de s'y épanouir.

Objectif 8 : travail décent et croissance économique

- 1 jeune sur 4 n'est pas dans l'éducation ou l'emploi, et la plupart d'entre eux sont des femmes, qui sont deux fois plus susceptibles d'être hors de l'éducation ou de l'emploi que les hommes.
- Les filles qui se marient jeunes ont un pouvoir de décision limité et sont confrontées à de multiples obstacles pour participer à l'économie - beaucoup sont forcées de se tourner vers l'économie informelle non réglementée.
- Le mariage d'enfants empêche les jeunes de contribuer à la croissance d'économies plus vertes et plus équitables et coûte au monde des milliers de milliards de dollars.
- Solutions :

- Découpler la croissance économique des dommages causés à l'environnement.
- Veiller à ce que la croissance économique soit plus inclusive.

Objectif 10 : réduction des inégalités

- Le mariage d'enfants est plus fréquent chez les personnes les plus marginalisées et exclues en raison de leur sexe, de leur âge, de leur race, de leur classe, de leur appartenance ethnique ou de leur lieu de résidence.
- Les filles issues de ces populations sont confrontées à davantage d'obstacles pour accéder aux services et aux ressources dont elles ont besoin.
- COVID-19 a déclenché la plus forte augmentation de l'inégalité entre les pays en trois décennies.
- Solutions :
 - Des approches intersectionnelles et sexo-spécifiques pour s'attaquer aux causes profondes de la marginalisation.

Objectif 13 : action en faveur du climat

- Pour chaque variation de 10 % des précipitations due au changement climatique, les mariages d'enfants augmentent de 1 %.
- La perturbation de l'éducation et des moyens de subsistance (4 millions de filles ne termineront pas leurs études en raison d'événements liés au climat) et la peur croissante de la violence poussent les filles à se marier.
- Les filles qui se marient sont moins à même de s'adapter et d'atténuer les problèmes liés au changement climatique.
- Solutions :
 - Dans le cadre des actions en faveur du climat, il convient de soutenir en priorité les filles les plus marginalisées - celles qui sont exposées au risque de mariage d'enfants et celles qui sont ou ont été mariées (filles déjà mariées).
 - Faire de l'égalité des sexes et de la protection contre la violence liée au sexe des priorités centrales de l'action climatique.
 - Investir dans des actions visant à mettre à l'abri des chocs les systèmes et les services dont les filles ont besoin.
 - Impliquer les filles et les jeunes dans les processus d'élaboration des politiques afin qu'ils puissent tenir les gouvernements responsables de leurs droits.

Objectif 16 : paix, justice et institutions fortes

- Pour chaque décuplement des décès liés aux conflits, les mariages d'enfants augmentent de 7 %.
- La prévalence du mariage d'enfants dans les États fragiles est deux fois plus élevée que la moyenne mondiale.

- 34,6 millions de réfugiés et 108,4 millions de personnes déplacées de force en 2022 - ce dernier chiffre ayant augmenté de 250 % en 10 ans.
- L'absence d'identité légale - un enfant de moins de 5 ans sur quatre n'a pas d'identité légale - constitue un défi majeur. Le mariage d'enfants, la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle ou le travail forcé sont plus fréquents.
- Solutions :
 - Mettre en œuvre des cadres juridiques et politiques solides qui centrent les droits des filles - au-delà de l'âge minimum du mariage pour garantir l'accès à l'éducation, à la santé, à la protection de l'enfance, à la justice et aux services de divorce, y compris en période de crise.
 - Investir dans des preuves de l'impact des lois, des politiques et des programmes sur l'action et les droits des adolescentes.

Solutions globales pour travailler ensemble à la réalisation de tous les ODD

- Évaluer les liens entre les différents objectifs et les effets positifs (multiplicateurs) qu'ils peuvent avoir les uns sur les autres.
- Donner la priorité au mariage des enfants dans l'agenda 2030 pour un changement à long terme.
- Veiller à ce que tous les rapports sur les ODD soient cohérents, complets et incluent une participation significative de la société civile.
- S'engager à agir en élaborant des plans d'action nationaux et régionaux chiffrés pour répondre au mariage des enfants, en travaillant avec les différents secteurs et le lien entre le développement et l'aide humanitaire.

Une éducation de qualité et les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés - Sushmita Mukherjee, Project Concern International, Inde

- Le maintien des filles à l'école est l'un des meilleurs moyens de prévenir les mariages d'enfants ; le mariage d'enfants est un obstacle important à l'accès des filles à une éducation de qualité - en Inde, moins de deux filles mariées sur dix poursuivent leurs études.
- L'éducation est importante pour les filles et les garçons - elle est à la base du processus d'autonomisation.
- L'amélioration de l'éducation des filles est la principale raison pour laquelle l'Inde a pu réduire de moitié la prévalence des mariages d'enfants en 20 ans.

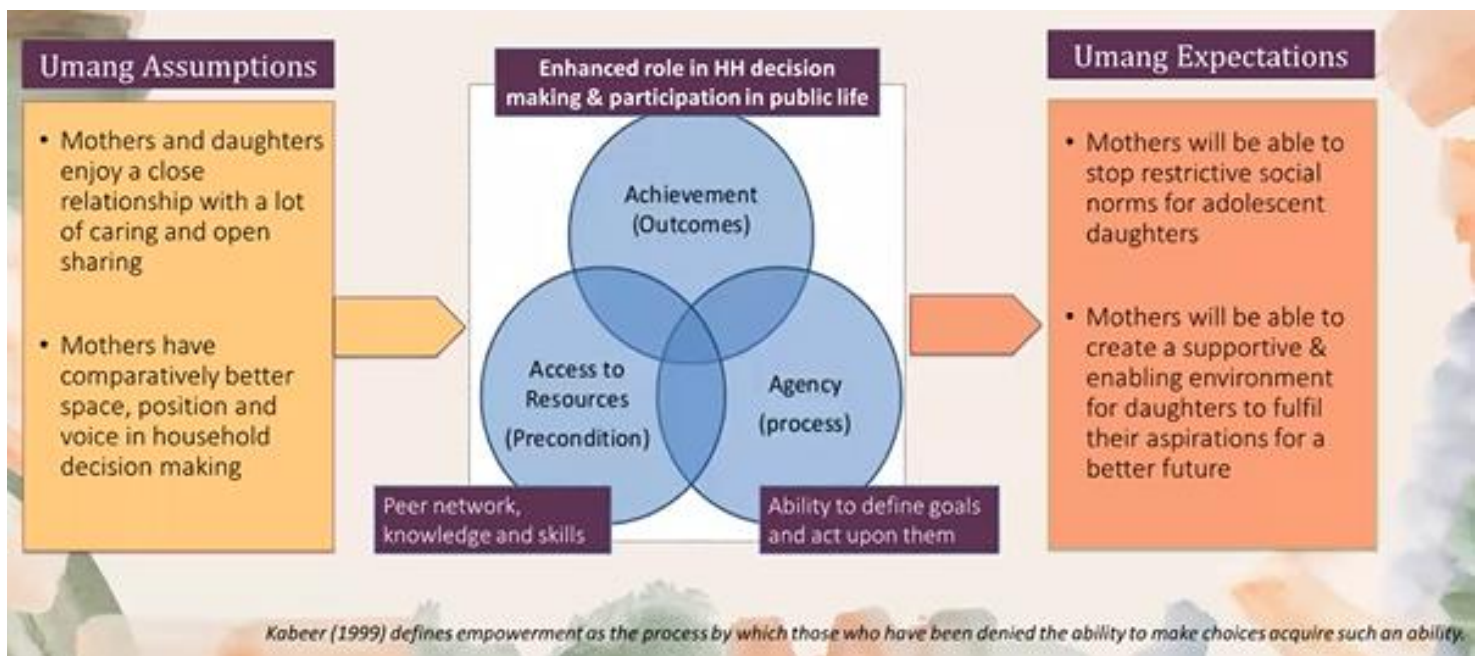
ODD 4 - Une éducation de qualité

- Grâce à l'accès à une éducation de qualité, inclusive et équitable pour tous, nous pouvons contribuer à mettre fin au mariage des enfants.
- Bien que le mariage d'enfants ne soit pas explicitement mentionné dans cet objectif, avec un enseignement, une direction et des ressources de qualité, l'éducation des filles leur ouvre des choix, en développant leurs connaissances, leurs compétences et leurs aspirations.

- Le mariage d'enfants est profondément lié à des questions relatives à l'inégalité des sexes, aux droits de l'homme et à l'accès à l'éducation.

Project Umang - Expériences de PCI en matière de retardement de l'âge du mariage

- Objectif : réduire la prévalence du mariage des enfants de 15 à 20 % dans les districts à forte prévalence du Jharkhand (où la prévalence a baissé à 32 % mais reste supérieure à la moyenne nationale) ; renforcer l'autonomie des filles.
- Examinez le modèle socio-écologique pour faire intervenir les mères des collectifs de femmes afin d'influencer les changements au niveau de la société parallèlement aux changements au niveau de l'individu et de la famille.
- Base de référence :
 - 75% des mères ont été mariées avant 18 ans.
 - 85% d'entre elles n'ont joué aucun rôle dans la décision de leur propre mariage.
- Cadre d'habilitation : essentiel pour adopter une perspective normative et socio-écologique du



changement :

Basé sur : Kabeer, N., 1999, [Les conditions et les conséquences du choix : Réflexions sur la mesure de l'autonomisation des femmes](#)

- Résultats finaux montrant des changements dans les attitudes et les normes discriminatoires à l'égard des femmes :
 - 95 % des filles sont convaincues qu'elles peuvent résister à la pression du mariage et dissuader les familles (contre 77 % au départ).
 - 12 % des mères ont exprimé des réserves quant à l'idée d'envoyer leurs filles faire des études supérieures, craignant que cela ne retarde l'âge du mariage (contre 17 % au départ).

- Possibilités d'action accélérée :
 - Les programmes doivent inclure une optique de changement des normes - centrée sur les droits des filles - en travaillant avec les garçons, les pairs et les membres de la famille sur le respect et en soutenant des modèles de rôle positifs.
 - Inclure des voies d'accès à l'emploi et au soutien technologique.
 - Renforcer les structures de soutien au travail sur les normes sociales.
 - Investir dans la collecte de données ventilées par sexe.
 - Veiller à ce que le financement national de l'éducation représente au moins 4 à 6 % du PIB et/ou 15 à 20 % des dépenses publiques.

Paix, justice, institutions fortes et mariage d'enfants : Démêler l'écheveau complexe du mariage des enfants en temps de crise - Ghida Anani, ABAAD, Liban

- Il est tout à fait opportun de parler de l'intersection entre le mariage des enfants et l'ODD 16 (paix, justice et institutions solides), car nous sommes tous affectés par l'instabilité et les conflits armés.
- Il est essentiel de comprendre cette relation pour tous les programmes relatifs à la protection des enfants et à la violence liée au sexe, afin de garantir l'intégration de la résolution 1325 (sur les femmes, la paix et la sécurité) et d'œuvrer à l'élimination du mariage d'enfants.
- Le mariage d'enfants est un coût invisible de la guerre et des catastrophes naturelles, souvent considéré comme une solution pour les familles qui tentent de survivre et de protéger les membres de leur famille.
- Les crises complexes et à plusieurs niveaux augmentent les risques pour les filles et les femmes - la prévalence dans les États en situation de fragilité est deux fois plus élevée que la moyenne mondiale - il est nécessaire d'aborder cette question dans les situations de crise.
- Évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban (2022) :
 - Le taux d'insécurité alimentaire a fortement augmenté pour atteindre 67 %.
 - 22% des filles âgées de 15 à 19 ans étaient déjà mariées au moment de l'enquête (moins d'un an).
 - 97 % des réfugiés ont eu recours à des stratégies d'adaptation pour répondre à leurs besoins alimentaires.
- ➔ Il est essentiel que le mariage d'enfants reste dans notre ligne de mire en période de paix/crise, au-delà des voies associées aux normes sociales et religieuses.

Justice, institutions fortes et mariage d'enfants - l'impact des défaillances de l'État

- La crise, l'absence d'un cadre juridique cohérent et la défaillance des services de protection et de réponse peuvent conduire à la traite des êtres humains dans le cadre d'un mariage d'enfants légalisé - c'est ce que nous constatons dans les centres d'hébergement d'urgence.

- L'absence d'identification légale peut enfermer les enfants dans des cycles d'exploitation, certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) légalisant le mariage des enfants à l'âge de 8 ou 9 ans.
- L'absence d'enregistrement des naissances peut servir de couverture à la traite transfrontalière des enfants.
- Au niveau mondial, la traite des enfants a augmenté de 28 à 35 % entre 2014 et 2021. En 2020, 16 % des filles victimes de la traite ont été forcées à se marier ou à mendier.

L'approche multiforme et multidimensionnelle d'ABAAD à l'égard du mariage d'enfants

- Travail de prévention et de réponse : Travail sur les normes sociales, engagement des leaders communautaires et religieux, plaidoyer en faveur de changements politiques, combinés à la production de connaissances fondées sur des données probantes.
 - Fournir un soutien et des soins spécialisés aux personnes touchées.
 - Le travail de prévention s'est concentré sur le changement de comportement des garçons et des hommes, des parents, des politiques et de la législation afin de modifier les normes néfastes.

Accélération des progrès sur le mariage des enfants et l'ODD 16

- Si l'on examine les données recueillies pour l'ODD 16 - les écarts par rapport au budget approuvé du gouvernement augmentent.
- Opportunités, points d'entrée : Législation (lois strictes sur le mariage des enfants, application effective, voies de recours et soutien du gouvernement), éducation (égalité des sexes et droits, génération disposant des informations dont elle a besoin), incitations économiques (soutien financier pour maintenir les filles à l'école) - tous ces éléments sont nécessaires.
- Conditions préalables au succès : collaboration (gouvernements, ONG, société civile), ressources (financières et humaines), engagement de la communauté (initiatives locales, dialogues communautaires).
- Si nous parlons du coût de la guerre, de l'extrémisme, du terrorisme, du changement climatique, nous sommes confrontés à une génération perdue (avec des naissances et des mariages non enregistrés) qui est invisible pour l'État, mais qui est une cible pour l'extrémisme.
- Le mariage d'enfants est l'un des aspects les plus dangereux, les plus coûteux et les plus invisibles de toute guerre, et la réalisation de l'ODD 16 ne peut se faire que si nous travaillons sur des approches interdépendantes, sans oublier les aspects juridiques (comme l'enregistrement) afin d'éviter qu'une génération perdue ne soit engagée dans des conflits à l'avenir.

Plaidoyer pour la priorisation de la cible 5.3 de l'ODD - Sophia Lane, *Filles Pas Epouses*

- Déclaration politique du sommet sur les ODD adoptée à l'AGNU en septembre 2023
 - Vise à refléter l'engagement collectif des dirigeants mondiaux et à marquer la mi-parcours vers la réalisation de l'Agenda 2030 et des ODD.
 - Négocié par et entre les gouvernements.

- Rédigé en consultation/avec la contribution des principaux groupes de l'ONU (y compris le groupe principal de l'ONU Femmes).
- Le langage relatif à l'égalité des sexes est faible et le mariage des enfants n'est pas mentionné, même si nous savons qu'au rythme actuel des progrès, il faudra encore 300 ans pour mettre fin au mariage des enfants.
- Lors de la préparation du sommet, les Nations unies ont identifié la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG) comme un thème transversal permettant de faire progresser les objectifs du Millénaire pour le développement (ODD) - le mariage d'enfants est un exemple de violence à l'égard des femmes.
- *Filles Pas Epouses* cherche à s'impliquer dans le travail du groupe majeur d'ONU Femmes pour influencer les processus de l'ONU et les déclarations politiques (y compris le Sommet de l'Avenir, 2024) ; cherchera à obtenir la contribution des organisations membres de *Filles Pas Epouses* dans ce processus.
- Forum politique de haut niveau - plateforme centrale pour le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 et des ODD :
 - Annuel - en juillet.
 - Thème pour 2024 : Renforcer l'Agenda 2030 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples. La Commission de la condition de la femme se concentre également sur la pauvreté en 2024.
 - L'accent sera mis sur les objectifs de développement durable 1 (pauvreté), 2 (faim), 13 (climat), 16 (paix, justice, institutions) et 17 (partenariat).
- Examens nationaux volontaires (ENV) - les États font état des progrès accomplis dans la réalisation des ODD.:
 - Faciliter le partage d'expériences pour accélérer l'Agenda 2030 - succès, défis, leçons.
 - Renforcer les politiques/institutions gouvernementales.
 - Impliquer de multiples parties prenantes (y compris la société civile).
- Possibilités de plaidoyer au niveau national :
 - Vérifiez si des consultations gouvernementales avec la société civile sont prévues dans votre pays.
 - S'il n'y en a pas, la société civile peut faire pression en ce sens - il s'agit d'un élément clé du processus auquel les gouvernements se sont engagés.
 - Pour les États qui ont déjà présenté un rapport mais qui ne le font pas cette fois-ci, plaider pour que les lacunes et les défis identifiés précédemment soient pris en compte.
- Ce que vous pouvez faire :
 - *Filles Pas Epouses* des webinaires dédiés aux ODD prévus pour 2024.

- Tenir les gouvernements responsables des engagements pris dans la déclaration politique du sommet sur les ODD.
- Influencer les prochains processus HLPF et VNR.

Q&R et discussion

Nécessité de mettre en œuvre des stratégies intégrées pour répondre au mariage des enfants dans le cadre des ODD

Sushmita :

- Le mariage d'enfants est une question complexe, liée au mode de fonctionnement patriarcal de nos sociétés. Nous avons besoin d'approches globales plutôt que de programmes linéaires et cloisonnés pour nous attaquer durablement aux causes profondes du mariage d'enfants.
- Nous devons nous interroger sur nos propres attitudes et sur la manière dont nous pouvons les changer. Les filles sont habituées à avoir un certain rôle et un certain destin à un moment donné, et il leur est difficile de croire ou même d'imaginer qu'une vie différente est possible.
- L'éducation est l'occasion de connaître le monde, puis de prendre des décisions concernant sa vie. Elle doit être considérée au même titre que l'indépendance économique et la bonne santé (holistique - sécurité sociale et économique ; santé physique, mentale et spirituelle).
- Commencer à travailler sur le changement des attitudes et des normes dès le plus jeune âge - ne pas attendre que les jeunes aient 17 ans pour commencer ce travail - afin que les filles puissent se développer, acquérir les compétences, les connaissances et le soutien dont elles ont besoin pour envisager et réaliser leurs objectifs et leurs projets de vie.

Ghida :

- Le changement ne se produira jamais au niveau des politiques et du cadre juridique si l'on ne s'efforce pas de transformer les normes sociales discriminatoires.
- Au Liban et dans d'autres pays de la région MENA, il existe de nombreux groupes confessionnels différents, ce qui influe sur les possibilités de réforme juridique. Au Liban, il existe 19 confessions et 17 lois régissant les relations familiales et le code du statut personnel, ce qui signifie que pour modifier l'âge minimum légal du mariage, il faut plaider séparément auprès de chaque confession.
- Changer les lois ou les politiques signifie changer les normes sociales, ce qui implique de travailler avec les filles et ceux qui façonnent leurs attitudes et influencent leurs décisions. Les personnes qui exercent une influence changent : outre le travail avec les enfants et les mères, les médias sociaux, les pairs à l'école, les écoles (en tant qu'institutions) et la famille jouent également un rôle important.
- Dans les pays en proie à une crise économique et à une instabilité constante, il ne sert à rien de parler du coût du mariage des enfants, de la guerre ou des violations des droits, car ces dernières sont normalisées. Le point d'entrée le plus efficace pour travailler sur le mariage des enfants est de plaider en faveur de la paix. La paix est synonyme d'égalité des sexes et d'absence de mariage d'enfants ; elle signifie que tout le monde est économiquement impliqué et apporte sa contribution.

La paix signifie également moins de problèmes sociaux, de coûts de santé ou de justice. Pour faire avancer la question du mariage des enfants, il faut adopter une approche de psychologie positive.

Accès à la justice pour les femmes

Ghida :

- Nous pouvons faire pression en faveur d'une loi unifiée sur le mariage civil, d'un accès à la justice pour tous, mais nous devons également prendre en compte les filles qui sont déjà mariées et dont les contrats de mariage sont très complexes. Nous devons accroître les droits, sans en violer d'autres.
- Nécessité d'utiliser une approche systémique, fondée sur les droits, dirigée par les personnes et centrée sur les survivants pour élaborer des stratégies.

Ressources connexes

- Assemblée générale des Nations unies, 2023, [Déclaration politique du Forum politique de haut niveau sur le développement durable convoqué sous les auspices de l'Assemblée générale.](#)
- Sommet des Nations unies sur les ODD, 2023, [Transposer les solutions à plus grande échelle grâce à des initiatives à fort impact](#)
- Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable, [liste des pays](#) ayant présenté leur examen national volontaire
- [Documents et publications](#) des Nations unies sur les droits de l'homme
- *Filles Pas Epouses*, 2023, [Les objectifs de développement durable et le mariage des enfants.](#)
- *Filles Pas Epouses*, 2023, [Nous ne pourrons pas atteindre les ODD d'ici 2030 si nous n'accélérons pas l'action pour mettre fin au mariage des enfants.](#)
- *Filles Pas Epouses*, 2022, [Éducation des filles et mariage des enfants](#)
- Le CRANK, 2023, [Pleins feux sur la recherche : Lutter contre le mariage des enfants et soutenir les filles mariées dans les situations de conflit et de crise](#), *Filles Pas Epouses* et le Programme mondial UNFPA-UNICEF pour mettre fin au mariage des enfants.
- UNICEF, 2023, [Mettre fin au mariage des enfants : Un profil des progrès réalisés en Inde](#)

Possibilités d'apprentissage

- [Séminaire en ligne](#) sur les examens nationaux volontaires pour l'égalité des sexes et les droits humains des femmes, le 14 novembre.
- [Séminaire en ligne](#) sur le Forum régional sur le développement durable et l'égalité des genres, le 28 novembre
- *Filles Pas Epouses*, s.d., [Séminaires d'apprentissage sur les moyens de mettre fin au mariage des enfants](#)

